

Bujumbura, Burundi, 19 février (Infosplusgabon) - Le président de l'Assemblée nationale du Burundi, Pascal Nyabenda, a quitté Bujumbura, lundi, à destination d'Ankara et d'Istanbul, les deux grandes métropoles politiques et économiques de la Turquie, pour une visite de travail de plusieurs jours, sur invitation de son homologue turc, İsmail Kahraman, a rapporté la radio publique.

L'agenda de la visite prévoit la signature d'un protocole de coopération entre les deux institutions parlementaires, notamment l'échange d'expériences, selon la même source.

En matière d'expérience, les données officielles disponibles indiquent que la « Grande Assemblée nationale » de Turquie est un Parlement monocaméral.

Les 550 députés, élus en novembre 2015, disposent de pouvoirs législatif, budgétaire et de contrôle de l'activité gouvernementale.

Le Parlement burundais, issu des élections de juin 2015, quant à lui, est bicaméral, avec à la Chambre basse, une Assemblée nationale, et à la Chambre haute, un Sénat.

Les deux Chambres du Parlement burundais totalisent un peu plus de 150 députés et sénateurs dont les mandats officiels leur donnent le droit de vote des lois et du contrôle de l'action gouvernementale.

Des rencontres avec différentes autres autorités politiques turques sont également prévues à l'agenda de la visite du patron de l'Assemblée nationale «pour présenter la vraie image du Burundi» et les opportunités d'affaires.

La Turquie fait partie des nouveaux partenaires depuis que le Burundi est secoué par une grave crise politique et des droits humains autour des élections controversées et émaillées de violences de 2015, dont une tentative de putsch militaire manqué.

Le régime turc a été également ébranlé par une tentative de coup d'Etat, en juillet 2016, avant d'échouer sur un lourd bilan officiel de plus de 290 morts, ainsi que des purges à grande échelle dans l'administration et dans l'armée.

En mai dernier, le chef de l'Etat turc, Recep Tayyip Erdogan, a dépêché un émissaire spécial auprès de son homologue burundais, Pierre Nkurunziza.

L'ambassadeur Hasan Yavuz avait déclaré, au sortir de l'audience, qu'il était venu avec un message d'une "forte coopération entre nos deux pays», rappelant au passage la similarité des situations «dramatiques et inacceptables» de tentatives de coup d'Etat qu'ont connues la Turquie et le Burundi.

C'est dans ce contexte de crise que les partenaires techniques et financiers traditionnels du Burundi, comme l'Union européenne, la Belgique, la France, les Pays-Bas, l'Allemagne ou encore les Etats Unis d'Amérique, ont décidé de suspendre l'aide directe au gouvernement burundais.

Des accords de coopération ont été, entre temps, précipités avec la Turquie, la Russie, la Chine, notamment dans les domaines économiques et financiers, ainsi qu'en matière d'assistance militaire et sécuritaire.

En juillet dernier, le Parlement burundais a adopté le projet d'accord de coopération économique et commerciale avec la Turquie.

FIN/INFOSPLUSGABON/ESD/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon